

« Europhorie »

Interview du gouverneur de la Banque de France par Péter Martin József
Figyelő du 24 juin 1999

L'euro recèle un vrai potentiel de renforcement, a déclaré M. Jean-Claude Trichet, qui s'est adressé à notre magazine en sa qualité de gouverneur de la Banque de France, en écartant tout commentaire sur son accession prévue, dans quatre ans, aux fonctions de président de la banque centrale européenne.

- Dans quelle mesure la guerre en Yougoslavie, qui a pris fin la semaine dernière, a-t-elle éprouvé l'économie européenne?

- Il n'y a pas de doute que la guerre au Kosovo a exercé une influence négative sur l'économie européenne. Pas tant sur l'euro-zone elle-même que sur l'ensemble du continent et principalement sur l'Europe Centrale. La navigation sur le Danube, par exemple, a beaucoup souffert de la crise. Je suis très heureux, pas seulement en tant que gouverneur, mais aussi comme citoyen, que la guerre ait pris fin et que puisse débiter le long processus de reconstruction. Je suis convaincu que l'économie européenne et l'Europe Centrale vont en bénéficier.

- Depuis janvier et jusqu'à ces tout derniers temps, le cours de l'euro a baissé de quelque 12%. Dans quelle mesure est-ce dû à la crise du Kosovo?

- Je ne crois pas que la crise de Yougoslavie ait exercé une influence significative sur l'euro. Il a pu avoir un effet à court terme sur la volatilité des cours, mais on peut difficilement parler de conséquences structurelles à long terme.

- Dans votre conférence à Budapest, vous avez indiqué qu'une des conditions fondamentales de succès de l'euro est une bonne politique monétaire. A la lumière de la chute du cours, comment celle-ci s'est-elle réalisée ?

- Nous suivons une politique de stabilité monétaire, en prenant bien soin de préserver la valeur de la monnaie. C'est ce qu'exigent de nous le traité de Maastricht et le pacte dit de stabilité et de croissance, mais aussi l'opinion publique. Cette politique est un succès, l'inflation est très faible dans toute l'euro-zone, tout comme les anticipations inflationnistes, ce que je considère extrêmement important. Je pense que les gens ont confiance dans la politique menée par le Conseil des gouverneurs sous la présidence de Wim Duisenberg. Par exemple, les sondages réalisés en France montrent que 95% des gens ont autant confiance dans l'euro que dans leur monnaie précédente, le franc français. La confiance dans la monnaie est une autre condition du succès de l'euro.

- L'ampleur de la baisse des taux décidée au printemps a été passablement critiquée. Certains ont dit que la BCE s'écarterait de la politique de la Bundesbank et ne défendait pas suffisamment la monnaie européenne, tandis que pour d'autres, la banque centrale commune

s'était par trop soumise à la volonté des gouvernements à majorité de gauche. Comment la BCE justifie-t-elle sa décision?

- En baissant les taux, nous avons voulu envoyer un double message. Le premier, c'est que, à notre avis, la pression inflationniste a pour l'essentiel disparu depuis décembre 1998. Dès ce moment-là, on a pu envisager de diminuer les taux ; le ralentissement de la croissance économique a montré le caractère nécessaire de cette décision. L'autre message, c'est qu'il ne faut plus s'attendre par la suite à une nouvelle baisse des taux. Avec une baisse de 50 points de base, ces deux messages sont passés avec clarté. Ce ne sont pas seulement les analystes, mais aussi les marchés et l'opinion publique, qui ont réalisé que nous voulions assurer en même temps la stabilité de la monnaie et des conditions favorables pour l'ensemble de l'économie. Mais le message indirect était le suivant : ni la politique monétaire, ni la politique budgétaire ne sont suffisantes pour que s'accomplissent les réformes structurelles, incluant un programme de création d'emplois. Nous ne pouvons pas et nous ne voulons pas assumer le rôle des parlements et des gouvernements nationaux, ni celui des partenaires sociaux et des affaires. C'est à eux de voir ce qu'ils doivent faire afin d'accélérer la création d'emplois. Nous avons cependant fait clairement savoir aux gouvernements que nous étions très loin d'une situation optimale, pas seulement à l'égard des marchés de marchandises, des services et du capital, mais aussi à l'égard du marché du travail.

- Quelles modifications recommandez-vous en matière de politique fiscale ? Le taux élevé de redistribution peut exercer une influence négative sur la compétitivité de l'Union.

- Je souligne à nouveau que nous ne voulons pas assumer les fonctions des gouvernements. Encore aujourd'hui, le poids de la fiscalité et de la redistribution est variable selon les pays. Il n'existe pas de recette générale pour remédier à ces problèmes. Pour ce qui concerne la Banque de France, nous avons clairement dit qu'il fallait faire passer les dépenses publiques en France au-dessous de la barre des 50 %.

- Parlons maintenant de l'Europe Centrale: dans quelle mesure est-il profitable de lier les monnaies locales à l'euro? Dès l'an prochain, seul l'euro figurera dans le panier de référence du forint.

- Au cours de mes rencontres avec le ministre de l'économie, le ministre des finances et le président de la banque centrale, il m'est apparu avec évidence que la stratégie de la Hongrie est claire: entrer dans l'Union Européenne et dans l'euro-zone. Cet objectif stratégique a été clairement formulé. Je ne mentionnerai pas de date, car cela dépend de la capacité de la Hongrie à satisfaire à certaines exigences. Là, je pense d'abord à l'inflation, à l'évolution des taux à long terme et, en général, à la stabilisation de la monnaie. Pour moi, je trouve que la politique de change est extrêmement cohérente avec les objectifs économiques hongrois. J'aime beaucoup l'expression de mes partenaires hongrois selon laquelle la Hongrie n'est plus un pays émergent, mais un pays convergent. La convergence est un processus global dont les processus financiers font partie.

- Pour certains analystes, une adhésion trop précoce à l'euro-zone des monnaies d'Europe Centrale comporterait le danger que la compétitivité des entreprises se retrouve dans une position désavantageuse.

- Cette contradiction n'existe que si l'inflation est trop élevée. C'est pourquoi la réduction de l'inflation doit figurer au coeur de la politique économique

- *Le talon d'Achille de l'Union monétaire européenne est indiscutablement la politique budgétaire. A cet égard, quel jugement portez-vous sur l'autorisation qui vient d'être donnée par la Commission européenne à l'Italie d'augmenter son déficit public de 2 à 2,4 % ?*

- Je ne désire commenter en aucune manière une décision souveraine d'un autre pays. Tout ce que je peux dire, c'est qu'il est très important pour l'ensemble des pays européens de respecter le pacte de croissance et de stabilité. Mais je ne ferai pas de commentaire sur un cas particulier.

- *Au vu du duel entre l'euro et le dollar, quand le renforcement de l'euro pourra-t-il être durable ?*

- Pour moi, il ne fait pas de doute que l'euro dispose d'un potentiel sérieux. J'attends le renforcement de la monnaie commune européenne commune dans un avenir très proche.

(encadré)

Les conditions du succès de l'euro : les cinq points de Trichet

■ Une bonne politique monétaire : maintenir la stabilité financière, respecter la convergence monétaire

■ Une bonne politique budgétaire: résoudre la contradiction entre la monnaie unique et l'existence de budgets nationaux ; assurer l'unité des deux composantes de la politique, grâce à un bon «policy mix» ; éviter les éventuels effets de choc asymétrique à l'intérieur de la zone grâce aux instruments budgétaires nationaux

■ Des réformes structurelles, la création d'emplois

■ La compétitivité : si la productivité n'augmente pas assez vite, les consommateurs et les investisseurs risquent de subir des inconvénients

■ Rendre l'euro proche des citoyens, préserver la confiance dans la monnaie